La Libre Eco (La Libre Belgique)

Date: **17-04-2021**
Page: **11**
Periodicity: **Weekly**
Journalist: **-**

Circulation: **36300**
Audience: **167200**
Size: **510 cm²**

Chronique Universités

D.R.

D.R.

Marie Lambert et Jérôme Ruth
Directrice de la Recherche et professeur de Finance
Chercheur-Doctorant en Finance
HEC Liège – École de gestion de l'Université de Liège

L'industrie financière, un intermédiaire engagé

■ Comment la finance peut-elle contribuer aux enjeux environnementaux et sociaux de notre société et accélérer le processus de transition ?

Ces dernières années ont été marquées par l'essor des investissements socialement responsables (ISR). En Belgique, les ISR ont atteint environ 60 milliards en 2019 (en hausse de 40 % par rapport à 2018), soit 11 % des encours (Rapport ISR 2020, Febelfin). Comment la finance peut-elle contribuer aux enjeux environnementaux et sociaux de notre société et accélérer le processus de transition ?

En étant au cœur des échanges de capitaux entre les investisseurs (ménages, investisseurs institutionnels) et les entreprises privées et publiques, la finance assure l'allocation efficiente des capitaux. Au travers de l'engagement de ses apporteurs de capitaux, elle peut initier des changements dans la pratique des entreprises. La crise sanitaire nous a montré la fragilité d'un système ne tenant pas compte des considérations de durabilité et de l'impact sur l'ensemble des parties prenantes. L'industrie financière se positionne désormais comme un intermédiaire engagé, soucieux de son impact sur la société au-delà des rendements financiers.

Le besoin d'informations extra-financières

Une condition à l'allocation efficiente et informée des ressources est l'accès à des informations fiables sur la durabilité des entreprises. À la demande du marché, des agences privées ont développé des notations durables facilitant le suivi de la performance extra-financière, fréquemment appelée notations ESG (l'environnement, le social, la gouvernance). Ces notations ont gagné en popularité en raison de leur simplicité et de leur facilité d'utilisation.

Néanmoins, des études académiques ont montré un manque de convergence entre ces agences. Il n'est pas rare d'observer des écarts de notation pour une même entreprise entre les agences. Des différences de définition et de périmètre concernant les risques environnementaux ou sociaux matériels expliquent en partie ces écarts. Par ailleurs, le critère de gouvernance inclut, pour certaines agences, les compétences de l'équipe managériale de l'entreprise alors que pour d'autres systèmes de notation, la capacité du management influence directement les critères environnementaux et sociaux au travers des politiques mises en place.

> Au travers de l'engagement de ses apporteurs de capitaux, la finance peut initier des changements dans la pratique des entreprises

S'appuyant sur la recherche académique, une

étude de l'Union européenne (*Study on Sustainability-Related Ratings, Data and Research*) publiée en novembre 2020 recense des biais potentiels dans les ratings qui donneraient un avantage pour les grandes entreprises, pour les entreprises situées dans certains pays et/ou certaines industries. Face à ces critiques, les acteurs réagissent: les investisseurs appellent à plus de transparence des agences, les agences réclament de meilleures informations des entreprises et les entreprises demandent plus de collaboration avec les agences.

La sélection des investissements durables

Afin de répondre aux demandes des investisseurs, l'industrie financière a étoffé sa gamme de produits "durables". Il est toutefois compliqué pour un investisseur individuel de différencier ces produits. Au-delà des notations, de nombreuses certifications et labels de qualité coexistent tant au niveau des produits (par exemple, *Ethibel*, *Towards Sustainability* ou *Financité&FairFin* en Belgique) que des fournisseurs de produits tels que les gestionnaires de fortune, banques et assureurs (par exemple, être signataire des *UN Principles for Responsible Investment*). L'engagement de ces acteurs financiers est devenu une condition sine qua non à une finance durable capable d'établir un dialogue avec les entreprises quant à leur responsabilité sociétale et à l'impact de leurs activités.

Construire la finance de demain

À Hec Liège (École de Gestion de l'Université de Liège), nous étudions les conditions nécessaires au développement d'une finance responsable, capable d'accélérer la transition vers une société durable. Notre agenda de recherche s'intéresse tout particulièrement à l'intégration des informations extra-financières dans les politiques d'investissement des acteurs financiers. Le succès de cette intégration passe par la mise à disposition d'informations de qualité, mais également par la nécessité d'intégrer les impacts environnementaux (E), sociaux (S) à long terme dans le processus de décision (G) de toutes les parties (les entreprises, les gestionnaires d'actifs et les investisseurs).

SHUTTERSTOCK

L'industrie financière se veut soucieuse de son impact sur la société et l'environnement.